

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR



Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG)

Master's in Development Practice (MDP).

**FORMATION PROFESSIONNELLE, INSERTION ET APPUI À
L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES RURAUX**



**Analyse de Financement et l'Appui à l'Insertion
économique des jeunes Ruraux.**

Rapport de recherche

Effectué par : Bahidy BASSOUM

Du 20 /06/2019 au 30/08/2019

Tuteur de stage :

M. Abdel Kader DJENEPO

Superviseur académique:

Dr. Ibrahima Barry

Année Académique 2018 - 2019

REMERCIEMENTS:

Je tiens vivement à remercier toute l'équipe du projet FIER, qui m'a fourni les outils nécessaires au bon déroulement de ma recherche, **particulièrement M. Abdel Kader Djenepo**, Responsable Suivi-Évaluation du projet FIER. En tant que maître de ma recherche, il a su me faire confiance lors de cette aventure dans le monde professionnel et a partagé ses connaissances de manière très pédagogique. Je le remercie aussi pour sa disponibilité et la qualité de son encadrement pour ma recherche. Un grand merci à **M. Salif Ismaila Traoré** pour ses conseils concernant le style de mon rapport de recherche, pour la relecture de celui-ci et son accompagnement.

Sans oublier le coordinateur national **M. Hery Coulibaly** qui n'a ménagé aucun effort pour mettre à ma disposition le véhicule du projet pendant mes enquêtes.

J'adresser mes sincères remerciements au programme MDP pour cette opportunité. Un vif remerciement au corps professoral et administratif du programme MDP de Dakar pour la qualité de l'enseignement offert et le soutien de l'équipe administrative. Je tiens à remercier spécialement **Dr Ibrahima Barry**, coordinateur du programme MDP, qui fut le premier à me soutenir dans ma démarche de recherche.

Un grand merci à ma mère et mon père, pour leurs conseils ainsi que leur soutien inconditionnel, à la fois moral et économique.

Je voudrais enfin exprimer ma reconnaissance envers les amis et collègues qui m'ont apporté leur soutien moral et intellectuel tout au long de ma recherche.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS:.....	I
LISTE DES TABLEAUX	IV
Liste des figures	V
Sigles et Abréviations:	VI
PREMIERE PARTIE: INTRODUCTION GENERALE.....	1
I. INTRODUCTION GENERALE	1
1) CONTEXTE ET JUSTIFICATION :	1
2) PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE :.....	3
3) QUESTION DE RECHERCHE :.....	3
4) OBJECTIF GENERAL :	4
5) OBJECTIFS SPECIFIQUES :	4
6) HYPOTHESE DE RECHERCHE :.....	4
DEUXIEME PARTIE: METHODOLOGIE DE RECHERCHE ET CADRE CONCEPTUEL....	5
A. METHODOLOGIE DE RECHERCHE:.....	5
1) LA NATURE DE LA RECHERCHE :	5
2) LE TERRAIN D’ETUDE :.....	5
3) LES TECHNIQUES ET OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES :.....	5
4) LA RECHERCHE DOCUMENTAIRE :	5
5) L’ENTRETIEN :	5
6) L’ENQUETE :.....	6
7) LES METHODES DE TRAITEMENT DES DONNEES	6
8) L’ORGANISATION DE L’ETUDE	6
9) LES DIFFICULTES RENCONTREES	6
B. CADRE CONCEPTUEL:.....	7
1) DEFINITION DES CONCEPTS:	7
TROISIEME PARTIE: DESCRIPTION DU THEME DE RECHERCHE ET ANALYSE DES RESULTATS DE L’ENQUETE.	8

I.	ANALYSE DE FINANCEMENT DES FONDS MIS AU PROFIT DES JEUNES RURAUX:	8
1)	RENFORCEMENT, APPUIS SERVICES FINANCIERS :	8
2)	Analyse financière :	9
3)	L’OFFRE DE SERVICES FINANCIERS :	11
4)	CARACTERISATION ET INSTRUMENTS DE FINANCEMENT PREVUS :	12
II.	LA POLITIQUE D’APPUI A L’INSERTION ECONOMIQUE DES JEUNES RURAUX:	13
1)	LES POTENTIELS POUR LES INITIATIVES ECONOMIQUES DES JEUNES :	13
2)	LES FILIERES AGRICOLES PORTEUSES D’EMPLOI :	16
a.	Les filières céréales : (mil, sorgho, maïs et le riz)	16
b.	La filière coton :.....	16
c.	Les filières d’élevage :	16
3)	PARCOURS D’INSERTION ECONOMIQUES DES JEUNES RURAUX :	18
III.	PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES DE L’ENQUETE:	20
1)	LA SITUATION GEOGRAPHIQUE DE ZONE DE L’ETUDE :	20
2)	PROFIL DES REpondants :	21
3)	INTERPRETATION ET ANALYSE DES RESULTATS.....	23
	QUATRIEME PARTIE: CONCLUSION GENERALE.	36
I.	CONCLUSION GENERALE:.....	36
	ANNEXE.....	A
	BIBLIOGRAPHIE:	D

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Analyse financière de l'activité	10
Tableau 2 : Potentiels d'insertion pour les jeunes hommes et les jeunes femmes	14
Tableau 3 : Principales activités économiques éligibles	17
Tableau 4 : Répartition des répondants par villages	21
Tableau 5 : Répartition des répondants par sexe selon la commune	22
Tableau 6 : Répartition des répondants par tranche d'âge.	23
Tableau 7 : Répartition des types projets par sexe.....	24
Tableau 8 : Répartition des répondants par sources d'emprunt.....	25
Tableau 9 : la condition de financement	26
Tableau 10 : le niveau de satisfaction des répondants	27
Tableau 11 : les difficultés dans le remboursement.	28
Tableau 12 : répartition des répondants par nombre de financement	29
Tableau 13 : répartition des répondants par augmentation production et revenu	30
Tableau 14 : répartition des sexes par difficultés dans l'activité	32
Tableau 15 : répartition des répondants par le nombre de soutien.	33
Tableau 16 : répartition des répondants par types d'équipements.....	34
Tableau 17 : Echantillonnage.	C
Tableau 18 : La période des enquêtes	D

LISTE DES FIGURES, DES PHOTOS ET DE CARTE.

▪ LISTE DES FIGURES.

Graphique 1 : Répartition des répondants par sexe selon les communes.....	22
Graphique 2 : Répartition par source d'emprunt	25
Graphique 3 : le niveau de satisfaction aux procédures de financement	27
Graphique 4 : Répartition des répondants par le nombre de financement	29
Graphique 5 : L'augmentation de production ou de revenu des répondants.....	31

▪ LISTE DES PHOTOS.

Photo 1 : Entretien avec les jeunes.....	A
Photo 2 : Présentation de l'équipe de l'enquête.....	C

▪ LISTE DES CARTES.

Carte 1 : Situation géographique de la zone d'étude.	20
---	----

SIGLES ET ABREVIATIONS:

AGR	Activité génératrice de revenu
CAECE	Caisse associative d'épargne et de crédit des entrepreneurs et commerçants
CQC	Comité qualité cercle
CRS	Comité sélection régional
FAFPA	Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage
FCFA	Franc de la communauté financière d'Afrique
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIER	Projet de formation professionnelle, insertion et appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux
GIE	Groupement d'intérêt économique
HIMO	Haute intensité de main d'œuvre
MER	Microentreprise rurale
MFR	Maison familiale rurale
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
RMCR	Réseau de micro institutions de croissance de revenus
SFD	Système financier décentralisé
UCN	Unité de coordination nationale
UCR	Unité de coordination régionale

PREMIERE PARTIE: INTRODUCTION GENERALE

I. INTRODUCTION GENERALE

1) CONTEXTE ET JUSTIFICATION :

Le cercle de Kolokani (Région de Koulikoro) couvre une superficie de 14 380 km². Il est limité à l'est par le cercle de Banamba, au Sud-Est par le cercle de Koulikoro, à l'Ouest par le cercle de Kita et de Diéma, au Sud par le cercle de Kati et au Nord par le cercle de Nara. C'est un immense plateau gréseux d'une altitude moyenne de 200m, situé au Nord de Bamako, à la jonction des zones Soudanienne et Sahélienne. Il reçoit en moyenne 500 à 800 mm de pluies par an réparties sur 5 mois d'hivernage de Juin à Décembre. Le cercle est divisé en 10 communes : Didiéni, Guihoyo, Kolokani, Massantola, Nonkon, Nossombougou, Sagabala, Sebekoro, Tioribougou, Ouolodo.

Le projet intervient dans le cercle de Kolokani où le développement de l'agriculture rurale est très intense. Et cela va réduire l'exode rural des jeunes par la création de l'emploi attractif qui va permettre le changement des conditions de vie rurale. Le projet FIER désire avoir une analyse de financement clair et une facilitation sur des opportunités d'insertion économique des jeunes ruraux dans les filières agricoles. C'est pourquoi cette étude se portera sur l'analyse de financement et insertion économique des jeunes ruraux, afin de soutenir l'initiative économique des jeunes, en leur facilitant d'accéder aux prêts des systèmes financiers décentralisés en partenariat avec FIER. Elle sert aussi à l'amélioration des opportunités d'insertion économique pour des jeunes ruraux dans la région de Koulikoro ; plus précisément dans le cercle de Kolokani que l'enquête sera effectuée dans deux de ces communes **Guihoyo** et **Tioribougou**.

Placé sous la tutelle du Ministère en charge de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Chaque année, environ 180 000 jeunes ruraux arrivent sur le marché du travail au Mali avec des difficultés extrêmes à trouver des débouchés professionnels. Ce chiffre pourrait atteindre 240 000 en 2025, induisant un besoin d'emploi pour près de 3 millions de jeunes en milieu rural. Ces statistiques traduisent la pression sur la croissance économique. Avec une croissance moyenne du PIB de 5% par an, il faudrait plus de 35 ans pour doubler le PIB par habitant. Les structures sociales traditionnelles en milieu rural au Mali confèrent l'autorité aux aînés de la communauté, et les jeunes ne sont en général pas associés à la prise de décision, même si leur avenir est concerné. Les jeunes en milieu rural travaillent en général dans l'exploitation familiale de leurs parents et ils n'ont accès au foncier que tardivement, parfois après 40 ans

quand ils héritent. Il est par conséquent difficile pour eux de s'affranchir de l'exploitation familiale et de trouver une source de revenus pour s'autonomiser. Dans ce contexte, ils expriment leur frustration parce que leurs idées et leurs initiatives ne sont pas suffisamment prises en compte. Ils se plaignent du manque de formation adaptée à leurs besoins ; beaucoup d'entre eux manquent d'éducation de base en raison de la faiblesse du système éducatif malien, en particulier dans les zones rurales où les taux d'analphabétisme sont très élevés: 58 % pour les jeunes de 15 à 24 ans (46% pour les hommes et 68 % pour les femmes).

Quand ils ont accès à la formation, les jeunes critiquent la faible qualité des programmes et le manque d'adaptation à leurs besoins et aux exigences du marché du travail rural. Ils ont un accès limité aux ressources productives et aux services nécessaires pour leur permettre de développer une activité professionnelle et encore moins à innover et à devenir des entrepreneurs. Cette situation conduit les jeunes à fuir les zones rurales à la recherche d'opportunités ailleurs, que ce soit dans les grandes villes ou à l'étranger. Toutefois, la disponibilité des emplois dans les centres urbains est faible et le secteur informel ne peut leur offrir rien d'autre que des activités précaires.

Les jeunes garçons, en particulier, sont généralement liés à leurs villages qu'ils ne quitteraient pas s'ils avaient la possibilité de le faire en devenant autonomes financièrement. Cependant, ils se sentent obligés de partir parce qu'ils manquent de capacités pour accéder à des activités génératrices de revenus durables. Une fois qu'ils quittent leurs villages, il est difficile pour eux de revenir et de trouver une occupation. Par conséquent, il est important de les aider à réfléchir sur leur avenir professionnel avant qu'ils quittent leurs zones rurales. La situation des jeunes filles est un peu différente dans le sens où elles migrent moins et restent plus souvent en zone rurale où elles se marient jeunes. Elles sont rapidement en situation de mères et de responsables du foyer. Leur autonomie financière est souvent limitée et elles sont à la recherche d'activités génératrices de revenus compatibles avec leurs tâches dans la famille et l'exploitation familiale. L'approche de facilitation, de formation et d'accompagnement des jeunes femmes et des jeunes femmes.

2) PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE :

Les contraintes identifiées au développement des initiatives économiques des jeunes ruraux sont nombreuses. Ils sont confrontés à des difficultés dans l'accès aux ressources (foncières, technico-économiques) du fait d'une organisation sociale qui confère l'autorité aux aînés. Les jeunes femmes contribuent aux activités familiales et doivent composer avec ces obligations. À ces contraintes s'ajoutent les difficultés d'accès au financement et à un appui-conseil de qualité. Les initiatives des jeunes ruraux sont exclues des circuits financiers classiques. Les facilités de financement à vocation agricole ou composante rurale leur sont difficilement accessibles s'ils ne peuvent s'acquitter d'un apport financier ou d'une caution financière. En outre, les jeunes ruraux et leurs organisations font preuve de dynamisme et d'initiatives qui, à condition d'obtenir le soutien adéquat, sont susceptibles de conduire à des situations d'insertion durable. Ils développent des initiatives économiques là où les barrières à l'entrée sont les moins importantes en matière de ressources foncières, économiques, techniques. Leurs initiatives se concentrent sur toutes les cultures et l'élevage à cycle court liés aux productions dans leurs activités connexes. Certaines activités, comme celles de la transformation, sont fortement investies par les femmes et les jeunes filles, qui privilégient le groupement à l'initiative individuelle. Ces activités renforcent les économies familiales et contribuent à l'amélioration du statut des femmes. Les initiatives des jeunes portent principalement sur des activités génératrices de revenus, plus accessibles qu'une microentreprise dans les premières étapes d'un parcours d'insertion.

3) QUESTION DE RECHERCHE :

- Comment améliorer l'accès au financement et faciliter l'insertion des jeunes ruraux afin de développer leur milieu rural ?
- Quelles sont les opportunités d'emploi que peuvent bénéficier les jeunes ruraux dans leurs villages?
- Est-ce que le financement et l'appui du projet FIER ont-ils eu un impact dans votre zone ?

4) OBJECTIF GENERAL :

Notre étude vise à la réduction de l'exode rural et la pauvreté par le financement du projet d'initiative économique pour encourager le développement durable en milieu rural.

5) OBJECTIFS SPECIFIQUES :

- OS1 : Améliorer l'accès aux services financiers afin de dynamiser le développement rural.
- OS2 : Amoindrir la caution financière des jeunes ruraux pour encourager leurs activités agricoles.
- OS3 : Renforcer les opportunités pour l'insertion économique des jeunes ruraux.

6) HYPOTHESE DE RECHERCHE :

- H1: La qualité technique des dossiers de demande de financement des jeunes influence leurs accès au financement du système financier décentralisé.
- H2: Les difficultés d'accès au financement du système financier décentralisé par les ruraux s'expliquent par la structure des ressources essentiellement à court terme de cette institution.
- H3: Les modalités de financement du système financier décentralisé constituent un frein au financement des jeunes ruraux.
- H4: les mécanismes de financement mis en place au système financier décentralisé ne facilitent pas l'accès d'un grand nombre de jeune au financement.

DEUXIEME PARTIE: METHODOLOGIE DE RECHERCHE ET CADRE CONCEPTUEL

A. METHODOLOGIE DE RECHERCHE:

Cette section présente la nature de la recherche, les méthodes de collecte de données, l'organisation de l'étude et les difficultés rencontrées.

1) LA NATURE DE LA RECHERCHE :

La recherche ici entreprise est une recherche empirique. Le recours au terrain, s'est donc révélé nécessaire de même que l'approche participative, à travers l'implication des acteurs concernés par l'étude dans le processus de recherche.

2) LE TERRAIN D'ETUDE :

La présente étude s'est effectuée précisément dans la commune de Guihoyo et Tioribougou pendant la période de 22 Août au 24 Août 2019 aux quatre villages .Elle a concerné les jeunes ruraux bénéficiaires de financement de 2016-2017, situées sur cette aire géographique.

Le choix de ces deux communes s'est fait pour une raison: d'abord à cause de la forte implantation du Projet FIER sur cette aire géographique, parce que la potentialité est énorme dans zone; enfin, à cause de l'ancienneté des bénéficiaires (2 ans d'expérience).

3) LES TECHNIQUES ET OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES :

Les données ont été collectées à travers différentes techniques dont la recherche documentaire, l'enquête par questionnaire, l'entretien.

4) LA RECHERCHE DOCUMENTAIRE :

La lecture d'ouvrages, de mémoires et de rapports nous a permis de faire le point sur les études antérieures en lien avec notre thématique et par conséquent, de mieux cadrer notre champ de recherche.

5) L'ENTRETIEN :

À ce niveau des guides d'entretien ont servi de support aux entretiens individuels effectués avec les enquêtés. Ces guides sont constitués de questions ouvertes et fermées, libellées d'avance.

Les guides ont été administrés à une seule cible qui est les bénéficiaires dans les quatre villages d'intervention : Ouegnan, Tiambougou, Flabougou et Yeketere- Diallan.

6) L'ENQUETE :

Les données de l'enquête ont été recueillies grâce à des questionnaires adressés aux jeunes ruraux. Le questionnaire adressé aux jeunes a été traduit par un agent de soutien en langue nationale (bambara). Cette option s'est imposée dans l'enquête car beaucoup de jeunes comprenaient difficilement en langue française. Il fallait harmoniser la compréhension de notre enquête par rapport au contenu du questionnaire. L'information a donc été collectée en utilisant la langue nationale. Les questionnaires étaient similaires dans chaque village d'intervention.

7) LES METHODES DE TRAITEMENT DES DONNEES

Les données qualitatives ont fait l'objet d'un traitement manuel, regroupées par thématiques et analysées ensuite. Les données quantitatives ont quant à elles été traitées avec les logiciels informatiques Eviews et le tableur Excel pour rendre fiable la gamme des résultats issus de la statistique descriptive.

8) L'ORGANISATION DE L'ETUDE

L'organisation de l'étude a commencé à partir de l'élaboration du protocole de recherche à l'Université Cheick Anta Diop (UCAD). Le projet de recherche a été validé par le coordinateur de master MDP avant le départ pour la recherche pratique au Projet FIER qui a duré deux mois et dix jours. Le premier mois a été consacré à une recherche documentaire et à l'initiation aux pratiques de l'institution. Par la suite, les outils d'enquête ont été élaborés.

9) LES DIFFICULTES RENCONTREES

La première difficulté a résulté certains répondants se désistaient à la vue du questionnaire prétextant des urgences au champ.

En outre, il n'a pas été aisé de traduire le questionnaire en langue locale. Certains termes français ne trouvaient pas leur équivalent précis dans la langue locale couramment parlée. Ce qui fait qu'on avait du mal à se faire comprendre sur certaines parties.

La question de disponibilité et d'accessibilité des bénéficiaires, et des villages s'est posée. Car la route de certain village était impraticable dû à l'hivernage. L'administration des questionnaires devrait se faire en une semaine mais avec les contraintes ci-dessus citées, elle s'est étendue sur 3 jours. On sentait donc une lassitude et une démotivation au niveau de l'enquête. Nous nous sommes retrouvés avec de plus en plus de fiches remplies au premier village. Pour que cela n'entache pas l'effectif prévu, il a fallu alors combler les manquements en augmentant notre échantillon.

Enfin, une des difficultés ou limites de l'étude a été l'enquête auprès d'un plus grand nombre des bénéficiaires, pour des questions de temps, de ressources humaines et financières disponibles. Il fallait donc opérer un choix entre le nombre de village à atteindre.

B. CADRE CONCEPTUEL:

1) DEFINITION DES CONCEPTS:

Définition de financement :

le financement est l'action par laquelle un organisme ou une personne privée alloue des fonds à un tiers dans l'objectif de soutenir un projet. Il peut s'agir d'autofinancement dans le cadre d'épargnes ou de produits bancaires destinés à assurer un capital. On peut parler de financement pour un projet d'achat de bien immobilier, pour une création d'entreprise, mais aussi pour tout projet associatif ou culturel nécessitant une levée de fonds. Des financements peuvent être accordés par des particuliers, comme dans le cas de fonds de pension privés ou de macénat, mais aussi les entreprises et organismes spécialisés. Pour soutenir un projet, on peut se trouver vers une banque, une société de courtage ou de crédits ou un fonds public. L'Etat comme les banques ou les fonds publics internationaux sont susceptibles de financer des projets spécifiques à leur domaine de compétences. Dans le cadre du financement de projets de développement, ce sont les organismes de bourse qui jouent les intermédiaires. (source dictionnaire comptable et fiscal).

Caution financière :

Engagement délivré par un établissement de crédit, un fonds de garantie ou une compagnie d'assurance pour garantir un engagement de faire ou de donner auquel est tenu une personne physique ou morale soit dans le cadre d'un contrat, soit dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle.

Microentreprise :

Une microentreprise est une entreprise de faible taille, employant moins de 10 salariés et avec un chiffre d'affaires annuel limité. Ce type d'entreprise bénéficie généralement de régimes fiscaux adaptés. Ce sont des acteurs économiques importants dans certains pays (pays émergents en particulier), ou certains secteurs économiques.

Parcours d'insertion :

Est une insertion par activité économique conçue comme un sas vers le marché du travail ordinaire. Son objectif est de redonner de l'employabilité aux personnes, de les resocialiser, les qualifier, leur apprendre un métier, afin qu'elles puissent trouver leur place sur le marché du travail classique. Il s'agit donc de construire des parcours d'insertion, avec des actions

spécifiques d'accompagnement et de formation qui doivent leur permettre, à terme, d'accéder à un emploi classique ou à une formation qualifiante.

 **Exploitation familiale :**

L'agriculture familiale englobe toutes les activités reposant sur la famille, en relation avec de nombreux aspects du développement rural. L'agriculture familiale permet d'organiser la production agricole, forestière, halieutique, pastorale ou aquacole qui, sous la gestion d'une famille, repose principalement sur de la main-d'œuvre familiale, aussi bien les hommes que les femmes.

TROISIEME PARTIE: DESCRIPTION DU THEME DE RECHERCHE ET ANALYSE DES RESULTATS DE L'ENQUETE.

I. ANALYSE DE FINANCEMENT DES FONDS MIS AU PROFIT DES JEUNES RURAUX:

1) RENFORCEMENT, APPUIS SERVICES FINANCIERS :

Le Projet FIER s'inscrit dans la durée en ce qui concerne le financement des initiatives économiques des jeunes ruraux. Pour ce faire, il érige en principe de base la mise en relation avec les institutions financières rurales et en fait une condition préalable à l'accès des jeunes porteurs de projets d'AGR ou de MER aux facilités de financement prévues. Le mécanisme de financement est conçu en partenariat avec le Projet d'accroissement de la productivité agricole au Mali (PAPAM –cofinancement FIDA) et le Programme de microfinance rurale (PMR – financement FIDA). À terme, ce partenariat laissera place à l'intermédiation financière régulée par le marché avec la disponibilité permanente d'une offre de services financiers adaptés aux jeunes entrepreneurs ruraux. Cette offre sera essentiellement délivrée à travers les systèmes financiers décentralisés (SFD) ruraux.

À travers les guichets du PAPAM et la relation contractuelle avec un SFD partenaire, le Projet FIER accorde aux jeunes promoteurs sélectionnés des financements conditionnés par leur contribution sous forme de : (i) coup de pouce permettant de démarrer une AGR ou un GIE ; (ii) coûts partagés permettant de promouvoir une MER.

L'adhésion à un SFD partenaire est requise comme condition préalable à tout accès aux facilités de financement. L'accès à ce financement est corolaire du financement de la formation technique et de l'accompagnement des jeunes promoteurs par le Projet FIER.

La facilité d'appui financier « coup de pouce » prend des modalités différentes : pour les créateurs MER, il s'agit d'une subvention à coûts partagés d'un montant moyen de 1,5 million pour l'ensemble du projet, avec une contribution de 40% du demandeur, dont 10% en fonds

propres et 30% accordé par le SFD sous forme de crédit. Pour les parcours AGR, il s'agit d'une subvention d'équipement pour un projet d'un montant moyen de 300 000 FCFA et de 500 000 FCFA pour les GIE avec une contribution de 10%. Le jeune promoteur établit une relation contractuelle avec le SFD selon le mécanisme présenté ci-après.

Dispositions prévues pour la relation contractuelle entre les jeunes et les SDF

- La subvention est déposée comme dépôt-garantie auprès du SFD partenaire et où le bénéficiaire a ouvert un compte. Ce dépôt-garantie est positionné en dépôt à terme (DAT) aux conditions de rémunération en vigueur au sein du SFD (3% en 2017) ;
- Le SFD formalise un contrat de crédit avec le jeune selon le budget d'investissement et les besoins en fonds de roulement validés en comité de crédit ;
- Le SFD débourse le crédit selon les termes du contrat et conformément au plan d'investissement validée en comité de crédit. Le jeune ne perçoit pas la subvention mais celle-ci lui est rétrocédée à posteriori ;
- Pendant la période de remboursement du crédit, le jeune constitue une épargne supplémentaire selon les termes qu'il aura conclus avec le SFD et en relation avec la rentabilité interne du projet ;
- Au terme de la durée du crédit, le SFD procède à la rétrocession du dépôt-garantie en fonction de la situation du remboursement. Elle procède le cas échéant au recouvrement des impayés avant d'accorder la main levée sur le dépôt-garantie ; sur la base du partenariat conclu avec les SFD partenaires, il est envisagé d'accorder une ristourne symbolique aux jeunes ayant enregistré une bonne performance, traduite par un remboursement à terme échu sans impayé.

2) ANALYSE FINANCIERE :

L'analyse financière a été effectuée sur 8 modèles possibles d'activités économiques rurales exercées par le groupe cible ou sa portée: (i) pisciculture en AGR et MER; (ii) embouche petit bétail en AGR et MER; (iii) aviculture en AGR et MER; (iv) maraîchage en AGR; et (v) transformation (décortiqueuse) en MER.

Tableau 1 : Analyse financière de l'activité

Activité	Coûts d'investissement	Recettes en croisière (par an ou par cycle)	Résultats d'exploitation (croisière)	Retour sur investissement (ROI)	Rentabilité Année 1
Pisciculture en AGR	945 000	1 500 000	835 000	12%	8%
Aviculture en AGR	322 000	1 432 000	458 000	42%	26%
Embouche petit bétail en AGR	250 000	730 000	268 500	107%	37%
Maraichage en AGR	508 000	1 166 500	406 500	80%	35%
Décortiqueuse en MER	1 600 000	2 880 000	1 170 000	58%	32%
Aviculture en MER	762 000	1 920 000	823 000	66%	30%
Pisciculture en MER	1 690 000	3 000 000	2 159 000	20%	13%
Embouche petit bétail en MER	450 000	3 440 000	1 626 000	361%	47%

Source : Rapport de conception finale de FIER

En général, les modèles indiquent une rentabilité financière élevée, ce qui paraît confirmer l'attractivité et les potentiels pour les groupes cibles des choix techniques promus par le projet.

À noter que l'ensemble des activités permet de générer un cash-flow suffisant pour le remboursement de l'emprunt (normalement sur 36 mois) et/ou de l'investissement propre initial, le paiement des frais financiers, et une rémunération acceptable pour l'entrepreneur. Les montant moyen de la subvention est de 270 000FCFA pour les AGR et de 900 000 FCFA pour les MER. Le crédit est en moyenne d'environ 450 000 FCFA pour les MER.

3) L'OFFRE DE SERVICES FINANCIERS :

L'offre de services financiers aux jeunes ruraux est essentiellement délivrée à travers les systèmes financiers décentralisés (SFD) ruraux. Ceux-ci sont partie prenante du processus d'appui et accompagnement des jeunes promoteurs en collaboration avec les prestataires de formation technique et d'appui conseil. Le Projet FIER s'inscrit dans la démarche du Programme de microfinance rurale (PMR) visant à faciliter l'accès des ruraux aux services financiers. À terme, ce partenariat laissera place à l'intermédiation financière régulée par le marché avec la disponibilité permanente d'une offre de services financiers adaptés aux jeunes entrepreneurs.

L'UCN a établi une convention de partenariat avec le PMR pour son assistance à la mise en œuvre des appuis financiers aux jeunes promoteurs via les SFD.

Modalités opérationnelles des appuis aux SFD. Extension de la couverture SFD. Il est prévu de mettre en place 17 guichets en complément des points de services existants pour permettre d'atteindre les jeunes dans les zones cibles. Au démarrage des activités du projet dans une région, l'UCN et le PMR réalisent le diagnostic des besoins d'extension des SFD dans les zones d'intervention et définissent les accords de partenariat. Le partenariat avec les SFD prend en compte les considérations suivantes : (i) négocier les frais d'ouverture de compte et (ii) jouer la concurrence entre les prestataires sur le taux d'intérêt (taux de sortie) pour le choix des partenaires. Les critères de qualité prioritaires pour ce choix sont : (iii) la situation financière du SFD (liquidité), (iv) la proximité du SFD, (v) l'échéance et les délais de traitement des crédits. (vi) l'appartenance des SFD à un réseau structuré.

4) CARACTERISATION ET INSTRUMENTS DE FINANCEMENT PREVUS :

La facilitation de l'accès au financement vise à promouvoir : (i) 11 550 activités génératrices de revenus (AGR) dont 2 235 unités collectives (groupements avec un effectif moyen de personnes) promues pour l'essentiel par des jeunes femmes et 9 500 AGR individuelles promues à la fois par les jeunes gens et les jeunes filles ; (ii) 4 000 microentreprises rurales (MER) ; (iii) 500 groupements d'intérêt économique (GIE) engagés dans la création de services de travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) qui seront promus à travers des chantiers écoles de pistes rurales et de reforestation.

Le financement accordé par le Projet est déclenché dans le cadre d'un processus de formation-insertion ou d'un accompagnement permettant aux jeunes requérants :

- D'acquérir les capacités techniques et managériales nécessaires à l'exercice de leurs activités économiques ;
- D'identifier les segments de marchés susceptibles de lui procurer un volume d'activités suffisant pour rentabiliser les investissements envisagés ;
- D'initier une culture d'épargne en établissant une relation avec les systèmes financiers décentralisés (SFD) intervenant dans la localité aux fins de constituer une épargne permettant d'activer ultérieurement l'accès au crédit ;
- D'être à terme autonomes.

L'accès au financement AGR/GIE ou MER est tributaire de l'accès du jeune à la facilité de formation professionnelle ou de renforcement de capacités. Inversement, l'accès au financement de la formation requiert un accord de principe préalable qui soit favorable à l'obtention d'une subvention.

Dans le cas spécifique des MER, les SFD apparaissent dans le plan de financement pour accorder un crédit dont le montant représente 30% du coût du projet économique du jeune.

L'éligibilité des jeunes ruraux sera évaluée sur la base des critères suivants :

- être de nationalité malienne ;
- être âgé de 18 à 40 ans ;
- avoir suivi une formation requise pour l'insertion professionnelle ;
- disposer d'un projet d'AGR, GIE HIMO ou de MER dans les secteurs d'activités agricoles et para-agricoles éligibles au financement du Projet FIER ;
- avoir un compte d'épargne dans un SFD avec un solde minimum susceptible de faciliter l'accès au crédit.

II. LA POLITIQUE D'APPUI À L'INSERTION ECONOMIQUE DES JEUNES RURAUX:

1) LES POTENTIELS POUR LES INITIATIVES ECONOMIQUES DES JEUNES :

Les initiatives des jeunes en milieu rural sont confrontées a une série de contraintes commues a l'ensemble des ruraux : la taille des marches, le manque d'infrastructures, l'accès a la formation, le niveau technologique général, l'accessibilité des services d'appui aux entreprises. Ces contraintes sont renforcées pour les jeunes qui sont exclus des circuits financiers classiques et des facilites de financement a vocation agricole ou rurale, généralement faute de pouvoir s'acquitter d'un apport financier ou d'une caution financière.

Pour toutes ces raisons, les initiatives potentielles des jeunes se concentrent dans certaines productions agricoles peu demandeuses en foncier, et sur les activités amont, aval et connexes des filières surtout lorsqu'elles nécessitent peu d'équipement. Les activités de transformation agro-alimentaire et de commercialisation sont ainsi très attractives, en particulier pour les jeunes filles et jeunes femmes.

Ces activités contribuent, au-delà du revenu qu'elles génèrent, a l'insertion sociale des jeunes. Créer une activité qui apporte de l'autonomie. Ceux qui contribuent économiquement aux besoins de la famille sont plus consultes pour les décisions et gagnent en responsabilités. Les activités féminines, même à faible potentiel évolutif, renforcent les économies familiales et contribuent à l'amélioration du statut des femmes. Les activités des jeunes peuvent faciliter leurs contributions à la vie familiale et dégager une première épargne.

Analyse de financement et l'appui à l'insertion économique des jeunes ruraux.

Tableau 2 : Potentiels d'insertion pour les jeunes hommes et les jeunes femmes

Activités		Potentiel		Commentaires
		Jeunes	Femmes	
Agriculture	Riziculture			Petites parcelles irriguées
	Céréales			Dans le cadre de l'exploitation familiale et petites parcelles en propre.
	Maraichage			Femmes tournées plus souvent vers subsistance, jeunes hommes vers la commercialisation
Élevage	Embouche bovine			Nécessite un peu d'investissement. Besoin d'amélioration alimentation et gestion des maladies.
	Aviculture			Femmes tournées plus vers subsistance, jeunes hommes plus vers la commercialisation Potentiel à proximité grands centres urbains. Besoin d'amélioration alimentation et gestion des maladies
	Lait			Très accessible mais nécessite maîtrise technique de conservation et hygiène.
	Apiculture			Accessibles aux jeunes mais marché restreint
Pisciculture	Production alevins, poissons			Nécessite d'investissement et maîtrise des itinéraires techniques
Valorisation des fruits produits non ligneux	Karité			Deux marchés différents avec exigence de qualité et de maîtrise technique différents
	Mangues			Femmes tournées plus vers subsistance, jeunes hommes plus vers la commercialisation

Analyse de financement et l'appui à l'insertion économique des jeunes ruraux.

Conservation et transformation	Agroalimentaire : céréales, fruits, légumes			Femmes tournées plus vers subsistance, jeunes hommes plus vers la commercialisation Besoin d'amélioration productivité et qualité
	Conservation du poisson			Femmes tournées plus vers subsistance, jeunes hommes plus vers la commercialisation Besoin d'amélioration alimentation et gestion des maladies
	Production d'aliments pour élevage et pisciculture			Nécessite un peu d'investissement et une maîtrise des itinéraires techniques
Commercialisation	Tous produits agricoles et para-agricoles			Activités à haute intensité de main d'œuvre, implantation des femmes en lien avec leurs activités de transformation
Réparation et maintenance	Pompes			Marché local à l'échelle de plusieurs villages
Machinisme agricole	Décortiqueuse (mil, riz), charrettes agricoles etc.			Marché local à l'échelle de plusieurs villages
BTP	Infrastructures hydroagricoles, pistes			Le plus souvent en prestation de service ou en salariat

Source : Rapport de conception finale de FIER

Légende :



Présence forte et possibilité
d'évolution



Présence moyenne et potentiel
d'évolution.



Présence faible et activité peu
accessible

2) LES FILIERES AGRICOLES PORTEUSES D'EMPLOI :

Le secteur agricole est le principal pourvoyeur d'emploi avec 40,9% du PIB (Ministère de l'économie, 2017). Nous avons trois catégories des filières en milieu rural qui sont les filières agricoles, les filières élevages et les pêches.

a. Les filières céréales : (mil, sorgho, maïs et le riz)

Les céréales constituent la base de l'alimentation des maliens, notamment en milieu rural (220,13 kg/an/habitant contre 154,51 kg/an/habitant en ville). La production céréalière est estimée à 3 136 592 tonnes, en hausse de 10,3%. La culture du riz contribue à hauteur de 44 milliards de FCFA au PIB, soit 5%.

b. La filière coton :

Cette filière représente 15% du PIB, environ trois millions de maliens vivent directement ou indirectement de la culture du coton.

c. Les filières d'élevage :

Les filières d'élevage permettent la génération de revenus complémentaires : les animaux, et tout particulièrement les petits ruminants et la volaille constituent un élément important de subsistance en milieu rural.

La production des caprins et moutons est accessible au plus grand nombre. Les bovins représentent le troisième produit d'exportation du pays. La vente de lait assure des revenus une partie de l'année et la commercialisation des produits laitiers, qui exige une main d'œuvre nombreuse, offre un potentiel d'emploi important. Pour la volaille (œufs et poulets de chair), de la production. C'est un potentiel important pour la région de Koulikoro, dans les zones à proximité de la forte demande de la capitale. Une partie de l'élevage moderne s'y développe et la filière est globalement porteuse.

Pour le poisson, la majorité de la production nationale provient de la capture plutôt que de l'aquaculture. L'écart entre la demande et l'offre en poisson ne cesse d'augmenter en raison de la surpêche. Cependant, l'expansion de l'aquaculture suppose qu'elle soit concurrentielle par rapport à la pêche traditionnelle.

En ce qui concerne l'horticulture, les chaînes de valeur les plus importantes sur les marchés national et régional (dont les volumes sont supérieurs à l'exportation) sont celles du citron, oignons/échalotes, pommes de terre, tomates et légumes verts. Des potentiels d'emploi existent également en amont et aval de ces productions. En amont, il s'agit essentiellement des activités de production et de fourniture d'intrants; en aval, les activités porteuses sont

Analyse de financement et l'appui à l'insertion économique des jeunes ruraux.

la conservation, la transformation et la commercialisation des produits agricoles, halieutiques, animaux et forestiers. Les activités connexes aux activités agricoles représentent également un gisement d'emploi à valoriser pour la fabrication, l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements agricoles. Ceci nécessite le développement de compétences dans les métiers du BTP, de la mécanique, l'électricité et la maçonnerie.

Tableau 3 : Principales activités économiques éligibles

Activités de production agricoles	Activités d'amont et d'aval	Activités connexes
<ul style="list-style-type: none">➤ Petite production céréalière➤ Périmètres rizicoles et maraichers➤ Aviculture traditionnelle et semi moderne➤ Embouche bovine, ovine et porcine.	<ul style="list-style-type: none">➤ Fournitures d'intrants.➤ Transformation des produits agricoles ; halieutiques, animaux et forestiers.➤ Valorisation et commercialisation	<ul style="list-style-type: none">➤ Artisanat rural : fabrication des outils et des équipements agricoles.➤ Maîtrise de l'eau et énergie.➤ BTP d'infrastructures rurales.➤ Entretien et maintenance des équipements, outillages et infrastructures.➤ Appui conseil.

Source : Rapport de conception finale de FIER

3) PARCOURS D'INSERTION ECONOMIQUES DES JEUNES RURAUX :

a. Le parcours AGR :

Il caractérise un processus de création ou de développement d'une activité agricole ou connexe de petite envergure. Ce sont des microentreprises embryonnaires du point de vue du potentiel d'évolution économique dont une partie peut développer une stratégie entrepreneuriale. Ce parcours cible des jeunes en création d'une première activité ou désirant diversifier leurs activités et augmenter la productivité de leur travail avec un besoin en équipement et en fonds de roulement limité.

Cette première activité peut être exercée à titre secondaire ou principal, individuellement ou collectivement. Elle apporte des revenus mais aussi de la technicité dans un domaine de production ainsi que l'apprentissage des fonctions de gestion et commercialisation. Ce parcours concernera prioritairement les plus jeunes et les initiatives collectives, comme les groupements initiés par de jeunes femmes. L'accès à un équipement nécessaire à l'installation ou à l'évolution du système de production constitue un besoin prioritaire et engage à court terme. La maîtrise du système de production et des bases en gestion constitue le socle de cette insertion économique. Un accompagnement de proximité dans la durée renforcera les appuis techniques et financiers à la mise en œuvre. Une alternative est proposée aux jeunes qui n'ont pas la motivation immédiate de s'engager dans un parcours entrepreneurial et envisagent l'insertion dans un emploi salarié ou une étape intermédiaire liées aux opportunités d'emploi sur les chantiers d'infrastructures.

b. Le parcours MER :

Il cible des jeunes ayant un peu plus d'expérience et de capacité à mobiliser les ressources propres. Il vise à faire émerger des microentreprises disposant d'un équipement et d'une capacité de production suffisante pour assurer un revenu régulier à son promoteur et éventuellement d'autres employés.

4) LE PROCESSUS D'APPUI DES BENEFICIAIRES

Les appuis aux parcours des jeunes se déroulent en trois temps avec des filtres successifs : (i) la formulation d'une demande d'appui et l'orientation raisonnée vers l'un des parcours ou éventuellement vers une étape de préprofessionnalisation, (ii) la préparation du projet économique soumis au comité de sélection régional pour (iii) son financement et l'accompagnement de la mise en œuvre des projets.

a. Identification/ orientation de la demande d'appui.

Ce processus d'appui démarre dans un dispositif de facilitation de proximité, à l'échelle des villages, qui aide les jeunes à construire leurs choix. Les aspirations des jeunes et leurs capacités sont rapprochées des potentialités du territoire et des chaînes de valeur afin de faire émerger des idées de projet éligibles aux appuis du Projet FIER. Les jeunes sont orientés suite à un examen qualité de leur idée de projet ou de leur demande de formation préprofessionnelle.

b. Préparation des projets économiques.

Les porteurs d'une initiative économique sont soutenus dans la préparation de leurs projets par des prestataires spécialisés et la mise en relation avec les SFD. Le plan d'affaires présentant la stratégie d'entreprise est le support de la demande des projets MER. Pour le parcours AGR, l'accès au financement est conditionné par la présentation d'un projet présentant les besoins en équipement et en perfectionnement technique en relation avec l'objectif économique visé. L'accord du comité de crédit SFD et la validation du projet par le comité régional de sélection conditionnent l'accès aux appuis de mise en œuvre.

c. Mise en œuvre et consolidation des projets économiques.

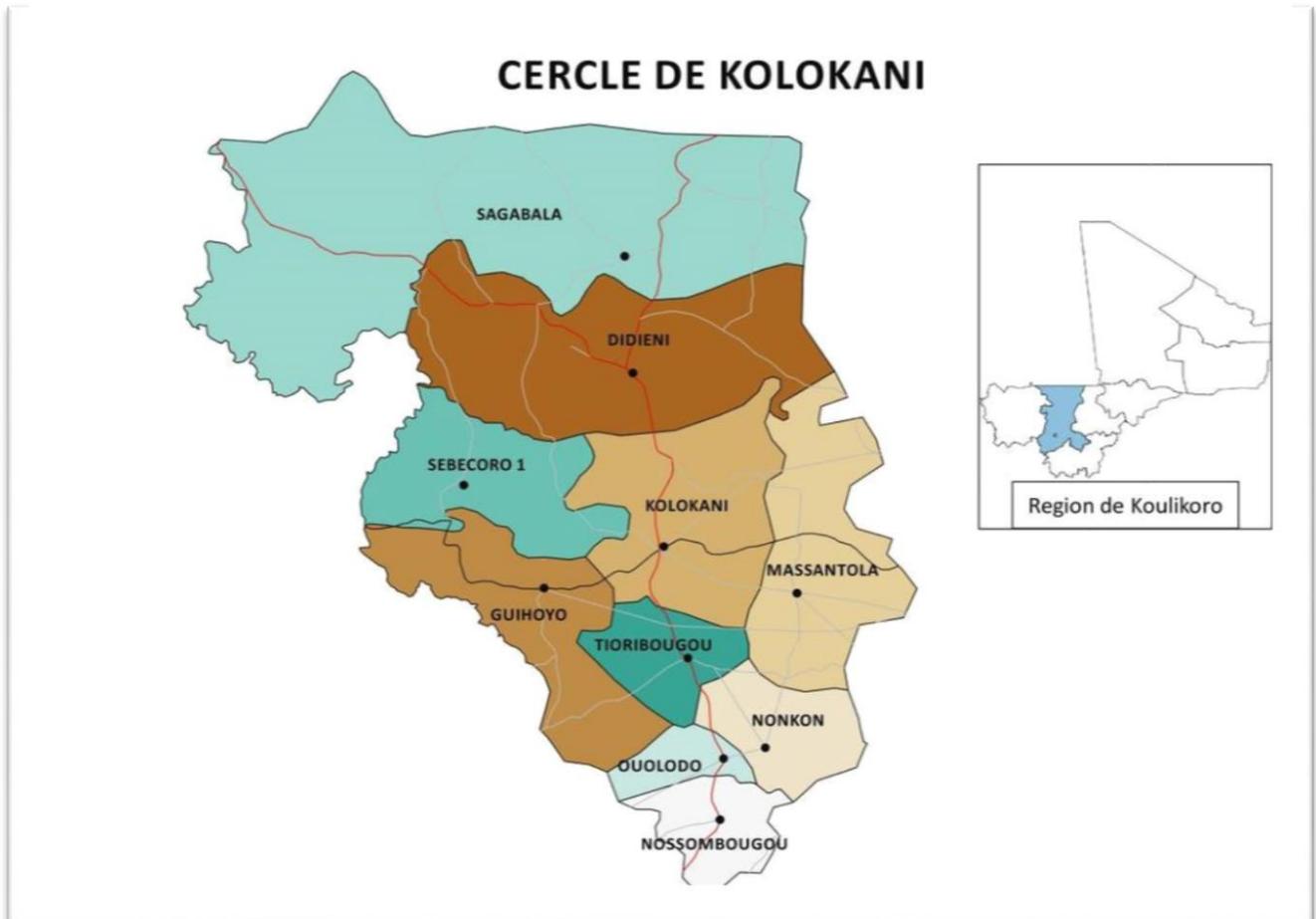
Les projets des jeunes sont soutenus par un (a) coup de pouce financier, (b) des formations professionnelles courtes en fonction de la nature du projet, (c) de l'appui conseil en entreprise. Un accompagnement dans la durée leur permet de consolider leurs activités économiques (pouvant aller jusqu'à 18 mois).

Dans ce processus, les jeunes demeurent les maîtres d'œuvre de leur parcours, les appuis ne sont déclenchés qu'à leur demande. Les appuis sont apportés dans une logique de facilitation et d'apprentissage.

III. PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES DE L'ENQUETE:

1) LA SITUATION GEOGRAPHIQUE DE ZONE DE L'ETUDE :

Carte 1 : Situation géographique de la zone d'étude.



Source : Wikipedia

Notre enquête s'est déroulée dans deux communes de cercle de Kolokani plus précisément la commune de Guihoyo (Ouegnan, Tiambougou et Flabougou) et la commune Tioribougou (Yeketere-Diallan). Dans le cadre de l'étude nous avons ciblé 3 villages dans la commune de Guihoyo et 1 village dans la commune de Tioribougou.

Tableau 4 : Répartition des répondants par villages

Villages	Répondants	
	Effectif	Pourcentage (%)
Ouegnan	24	44%
Tiambougou	10	19%
Flabougou	7	13%
Yeketere-Diallan	13	24%
Total	54	100%

Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

Les résultats de notre enquête démontre que la majorité des répondants se trouvaient à Ouegnan qui représente 44%, suivi de Yeketere-Diallan 24% des répondants vivaient là-bas, ensuite 19% des répondants étaient à Tiambougou et enfin le 13% habitaient à Flabougou.

2) PROFIL DES REpondants :

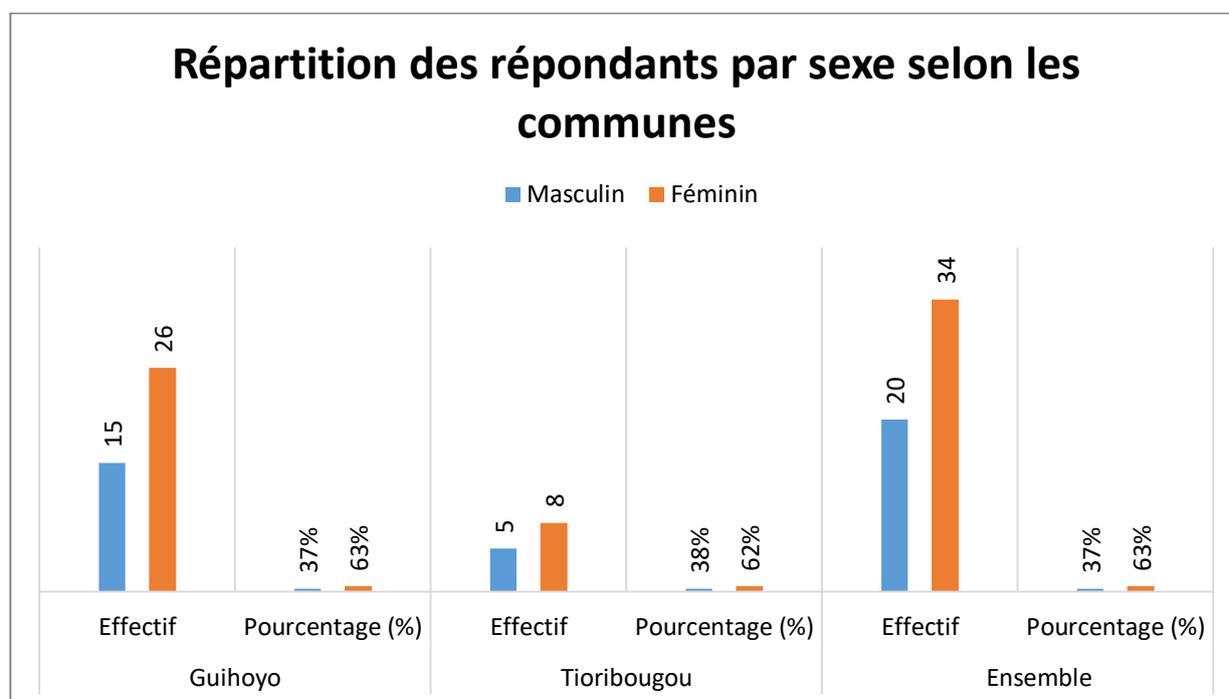
Initialement, la taille de l'échantillon proposée était 40 sujets, une taille jugée suffisante en prenant les deux communes de Kolokani (Guihoyo et Tioribougou) ou le sexe comme variables de stratification. En vue de prendre en compte les situations éventuelles de non réponse, la taille a été arrondie à 60 sujets. Au total il a été enregistré 54 réponses sur le total de 60 prévus, soit un taux de 90%, en dessous de la première projection. Au total 63% des répondants sont femmes (34 personnes) contre 37% d'hommes (20 personnes). Environ 76% des répondants sont localisés dans la commune de Guihoyo contre 24% dans la commune de Tioribougou. Alors que la proportion de répondants est plus élevée pour les femmes dans la commune de Guihoyo (63%), à Tioribougou le rapport est en faveur des femmes aussi (représentants 62% des répondants).

Tableau 5 : Répartition des répondants par sexe selon la commune

Communes	Guihoyo		Tioribougou		Ensemble	
Sexe	Effectif	Pourcentage (%)	Effectif	Pourcentage (%)	Effectif	Pourcentage (%)
Masculin	15	37%	5	38%	20	37%
Féminin	26	63%	8	62%	34	63%
Total	41	100 %	13	100%	54	100%

Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

Graphique 1 : Répartition des répondants par sexe selon les communes.



Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

Tableau 6 : Répartition des répondants par tranche d'âge.

Communes : Guihoyo et Tioribougou	Masculin		Féminin		Ensemble	
	Effectifs	Pourcentage (%)	Effectifs	Pourcentage (%)	Effectifs	Pourcentage (%)
20-25 ans	7	35%	3	9%	10	19%
25-30 ans	5	25%	14	41%	19	35%
30-35ans	4	20%	12	35%	16	30%
35-40 ans	4	20%	5	15%	9	17%
Total	20	100%	34	100%	54	100%

Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

Les résultats démontrent la valeur la plus élevée chez les hommes qui se trouvent entre 20-25 ans et chez les femmes qui se trouvent entre 25-30 ans, notamment avec 35% pour les hommes et 41% pour les femmes. Contre seulement la valeur la plus basse chez les hommes qui se trouvent entre 30-35 ans, 35-40 ans avec 20% pour chacun et 9% chez les femmes qui se trouvent entre 35-40 ans.

3) INTERPRETATION ET ANALYSE DES RESULTATS¹.

- a) Grace à l'appui du projet FIER dans les zones rurales tous les répondants du questionnaire dans les deux communes pratiquent une activité génératrice de revenue, les types d'activités sont pareils dans les deux communes.

¹ Voir annexe : 1 pour le questionnaire

Tableau 7 : Répartition des types projets par sexe

Communes : Guihoyo et Tioribougou	Masculin		Féminin		Ensemble	
	Effectifs	Pourcentage (%)	Effectifs	Pourcentage (%)	Effectifs	Pourcentage (%)
Embouche bovine	13	65%	21	62%	34	63%
Embouche ovine	3	15%	7	21%	10	19%
Embouche porcine	0	0%	2	6%	2	4%
Culture maraichère	3	15%	0	0%	3	6%
Culture d'arachide	1	5%	4	12%	5	9%
Total	20	100%	34	100%	54	100%

Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

○ Les résultats de l'analyse chez les hommes.

Cet indicateur prouve que 65% des répondants pratiquent l'embouche bovine, 15% pratiquent l'embouche ovine et la culture maraichère; aucun répondant ne pratique l'embouche porcine et enfin 5% pratiquent la culture d'arachide, ce sont les résultats des deux communes.

○ Les résultats de l'analyse chez les femmes.

Les bénéficiaires qui ont répondu à notre questionnaire, il y a 63% qui travaillent dans l'embouche bovine, 19% font l'embouche ovine, 4% pratiquent l'embouche porcine, 6% pratiquent aussi la culture maraichère et 9% pratiquent la culture d'arachide.

b) Tous les répondants ayant bénéficié du financement avait déjà l'agriculture comme activité principale. Ainsi le financement reçu leur a permis d'avoir une activité secondaire (voir le tableau 7 pour les types projets).

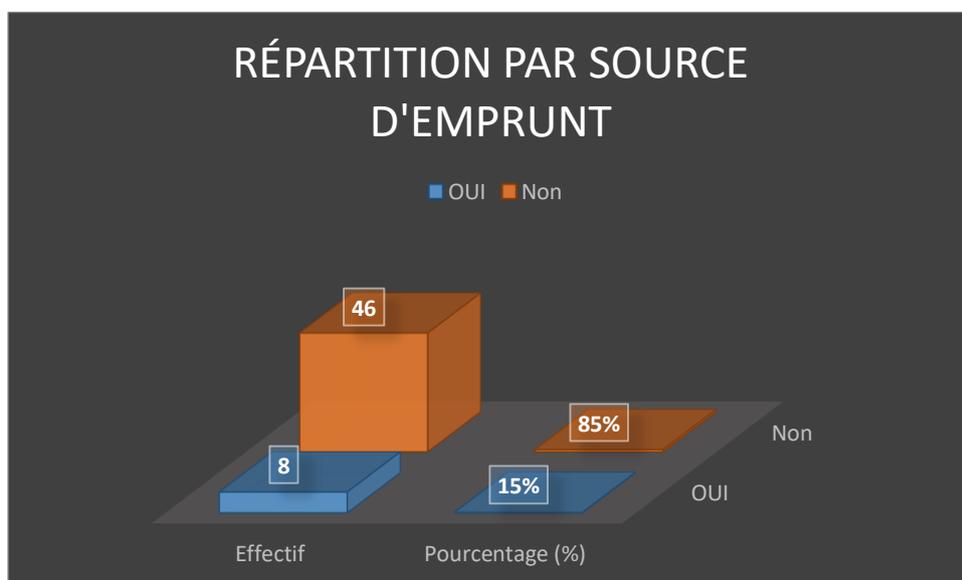
c) Accès au crédit SFD :

Tableau 8 : Répartition des répondants par sources d'emprunt

Avant FIER aviez-vous un accès au crédit des SFD ?	Effectif	Pourcentage (%)
OUI	8	15%
Non	46	85%
Total	54	100%

Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

Graphique 2 : Répartition par source d'emprunt



Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

Avant le projet seulement 15% de nos répondants avaient eu un accès au crédit des SFD (RMCR de Kolokani et de CAECE Jigiseme de Kolokani). Cet emprunt était destiné au financement de leur activité (Agriculture et petit Commerce). Les 85% n'ont jamais emprunté de l'argent auprès de RMCR et CAECE Jigiseme de Kolokani, pour des raisons de pauvreté et de chômage.

d) Le déroulement de l'ouverture des comptes des répondants au niveau de RMCR de Kolokani :

Analyse de financement et l'appui à l'insertion économique des jeunes ruraux.

La condition et le déroulement de l'ouverture des comptes des bénéficiaires du projet FIER dans les deux communes de Kolokani (Guihoyo et Tioribougou) était de payer une somme de 29 600 franc FCFA. Cela est reparti comme suit : 27 600 FCFA pour les frais d'ouverture de compte et 2 000 FCFA pour les frais des photos d'identités. La procédure de l'ouverture des comptes était pareil pour dans les deux communes.

e) La condition de financement selon les types d'initiatives des jeunes ruraux.

Tableau 9 : la condition de financement

Types d'initiative	Instruments	Financement			
		Montant moyen du projet d'activité (K FCFA)	FIER (%)	Promoteurs (%)	
				Fonds propres	SFD
AGR	Subvention Coup de pouce	300 000	90	10	
GIE HIMO		500 000	90	10	
MER	Coûts partagés	1 500 000	60	10	30

Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

Pour les promoteurs d'AGR que ceux de MER l'adhésion à un SFD partenaire est requise comme condition préalable à tout accès aux facilités de financement. Dans le cas spécifique des MER, les SFD apparaissent dans le plan de financement pour accorder un crédit dont le montant représenterait 30 % du coût du projet économique du jeune.

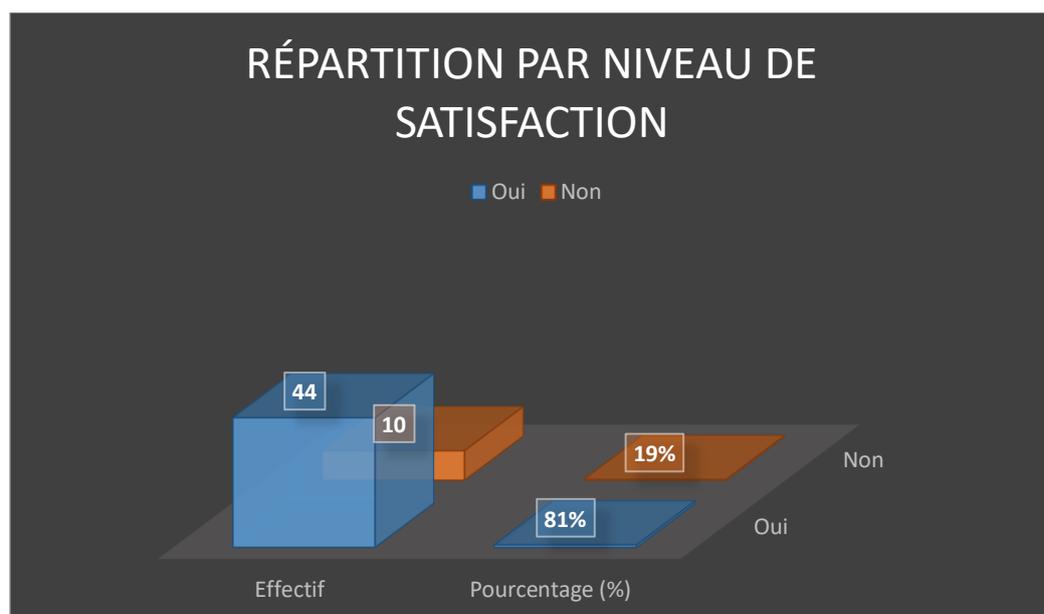
f) Le niveau de satisfaction des répondants

Tableau 10 : le niveau de satisfaction des répondants

Êtes –vous satisfait aux procédures de financement du projet FIER à travers de RMCR de Kolokani ?	Effectif	Pourcentage (%)
Oui	44	81%
Non	10	19%
Total	54	100%

Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

Graphique 3 : le niveau de satisfaction aux procédures de financement



Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

81 % des répondants étaient très satisfaits aux procédures de financement du projet FIER à travers de RMCR de Kolokani. Leur satisfaction est due à la disponibilité des fonds dans RMCR, le respect de délai de paiement, la rapidité de décaissement de l'argent, la transparence de RMCR dans leur activité et la sécurité des fonds dont les bénéficiaires devraient recevoir pour leur activité.

Et 19 % sont insatisfaits aux procédures de financement, cela est dû le retard dans la mise en place d'un prêt, les taux d'intérêt pratiqués par les SFD, les difficultés liées à l'ouverture de

compte au niveau du SFD, le faible alignement des termes du crédit au cycle de l'activité (le délai de remboursement très court pour l'embouche bovine et ovine), la tenue de beaucoup de réunions au moment de travail.

g) Les conditions de remboursement de l'emprunt :

Les conditions de remboursement des jeunes ruraux bénéficiaires du financement du projet FIER :

- Pour les **AGR** le remboursement s'effectuait par une seule tranche, le paiement d'une somme de 500 000 FCFA, plus 5 000 FCFA pour les intérêts, dans un délai de 7 mois.
- Pour les **MER** le remboursement s'effectuait par deux tranches, remboursable dans un délai de 12 mois, y compris chaque 6 mois un montant de 500 000 FCFA et plus les intérêts étaient payés.

Selon les répondants ce remboursement a été possible grâce à la bonne réussite de leur projet, cela leur a permis aussi de payer les prêts avant le délai de remboursement

h) Les difficultés rencontrées lors de remboursement.

Tableau 11 : les difficultés dans le remboursement.

Rencontrez-vous des difficultés lors de remboursement ?	Effectif	Pourcentage (%)
Oui	47	87%
Non	7	13%
Total	54	100%

Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

87 % des répondants n'ont jamais eu des difficultés lors de remboursement de leurs prêts. Et 13 % seulement ont eu des difficultés pendant le remboursement.

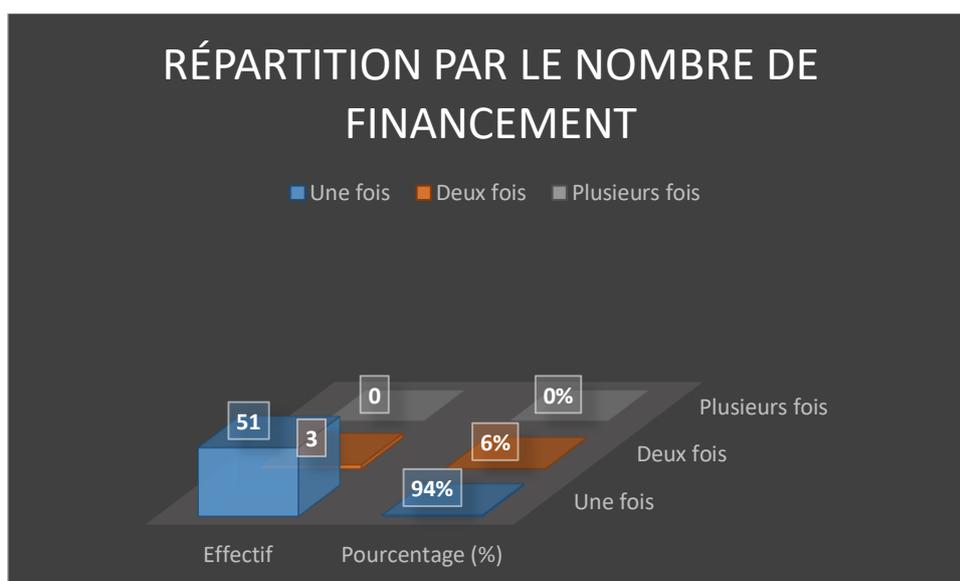
Les nombres de fois de financement des répondants :

Tableau 12 : répartition des répondants par nombre de financement

Combien de fois aviez-vous bénéficié le financement du FER	Effectif	Pourcentage (%)
Une fois	51	94%
Deux fois	3	6%
Plusieurs fois	0	0%
Total	54	100%

Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

Graphique 4 : Répartition des répondants par le nombre de financement



Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

94 % des bénéficiaires dans les deux communes ont reçu le financement et l'appui du projet FIER une seule fois et le 6% en ont bénéficié que deux fois. La plupart des bénéficiaires est à sa première expérience avec FIER.

i) Les dépenses d'investissements des bénéficiaires :

- Embouche bovine et Embouche ovine : les ressources ont été investi dans la construction de l'enclos, l'achat des bovins, l'achat des équipements de l'entretien, l'achat des aliments bétails et l'achat des médicaments.
- Embouche porcine : les investissements dans l'embouche porcine sont :

Analyse de financement et l'appui à l'insertion économique des jeunes ruraux.

La construction de la porcherie, l'achat des porcs, l'achat des équipements de l'entretien et les aliments des porcs.

- Culture d'arachide : dans la culture d'arachide le financement reçu a été investi dans la location d'un tracteur ou des bœufs pour le labour, l'achat des semences et les intrants agricoles.
- Culture maraichère : dans le maraichage les ressources reçues sont utilisées dans la préparation du jardin, l'achat des semences, l'achat d'une motopompe, les carburants et les intrants agricoles.

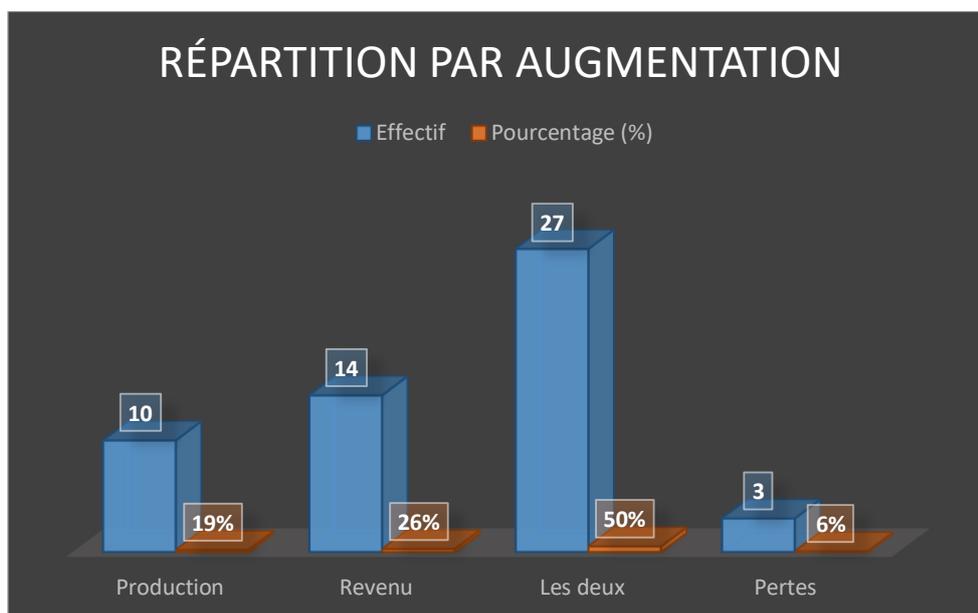
j) L'appui à l'activité d'insertion économique des bénéficiaires

Tableau 13 : répartition des répondants par augmentation production et revenu

Est-ce que L'appui à l'activité d'insertion économique a-t-elle augmentée votre production ou votre revenu ou les deux ?	Effectif	Pourcentage (%)
Production	10	19%
Revenu	14	26%
Les deux	27	50%
Pertes	3	6%
Total	54	100%

Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

Graphique 5 : L'augmentation de production ou de revenu des répondants.



Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

- Production : des bénéficiaires rencontrés dans le cadre de notre enquête. 19% affirment l'augmentation de leur production.
- Revenu : 26% des bénéficiaires ont eu une augmentation considérable de leur revenu,
- Les deux (Production et revenu) : 50% des bénéficiaires ont non seulement eu une augmentation de leur production mais aussi de leur revenu,
- Perte : parmi les répondants il y a seulement 6% qui ont subi une perte énorme, c'est à dire qu'ils n'ont pas eu d'augmentation de leur production ou de leur revenu.

k) Les produits qui rapportent autant de bénéfices selon les répondants

- Embouche bovine : les vaches
- Embouche ovine : les brebis
- Embouche porcine : les truies
- Culture d'arachide : l'arachide
- Culture maraîchère : les tomates et les poivres.

l) Les difficultés rencontrées pendant l'activité du projet.

Tableau 14 : répartition des sexes par difficultés dans l'activité

Les répondants	Masculin		Féminin	
	Effectif	Pourcentage (%)	Effectif	Pourcentage (%)
Quelles sont les difficultés que vous avez eues pendant votre activité ?				
Oui	7	35%	12	35%
Non	13	65%	22	65%
Total	20	100%	34	100%

Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

Selon les résultats des enquêtes, environ 65% des répondants chez les hommes comme chez les femmes n'ont pas éprouvé de difficultés pendant l'activité de leur projet. Et 35% chez les hommes comme chez les femmes affirment avoir eu des difficultés durant leur activité.

Les difficultés rencontrées sont les suivantes :

- Les maladies animales
- La baisse du prix des bœufs pendant la vente
- Le retard de paiement des fonds pour le démarrage de l'activité
- L'augmentation du prix des bœufs pendant l'achat
- Le manque de l'eau pendant le maraichage
- La difficulté dans la commercialisation des produits maraichers (tomates, poivres)
- La mort certains des bovins et des ovins
- La mauvaise récolte due à la baisse de la pluie
- Le manque des aliments bétails pendant la saison sèche.

m) Les nombres de personnes qui travaillent avec les bénéficiaires.

Tableau 15 : répartition des répondants par le nombre de soutien.

Les répondants	Masculin		Féminin	
	Effectif	Pourcentage (%)	Effectif	Pourcentage (%)
Combien de personnes travaillent avec vous ?				
Une	3	15%	7	21%
Deux	7	35%	12	35%
Plusieurs	10	50%	15	44%
Total	20	100%	34	100%

Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

Les résultats chez les hommes

Les chiffres nous prouvent que 15% des répondants effectuent ce travail avec une seule personne, environ 35% des bénéficiaires effectuent ce travail avec deux personnes et enfin 50% des répondants effectuent ce travail avec plusieurs personnes.

Les résultats chez les femmes

21% des répondants affirment d'avoir fait cette activité avec une seule personne, environ 35% confirment d'avoir pratiqué ce travail avec deux personnes et enfin 44% affirment d'avoir effectué ce travail avec plusieurs personnes.

n) L'impact du financement et l'appui de FIER dans les deux communes :

Les résultats des données collectées des deux communes, nous ont permis d'avoir certaines informations sur la situation des zones ciblées, qu'avant FIER le taux de chômage était trop élevé, l'exode rural des jeunes vers les villes et les zones d'orpillage étaient massives ; la pauvreté était énorme, l'agriculture et l'élevage se faisaient d'une manière anarchique.

Le Projet FIER a eu des grands impacts :

 Au niveau économique :

- le développement de la culture maraichère
- l'autofinancement des jeunes ruraux
- l'accroissement des revenus
- la multiplication des bétails
- l'autosuffisance alimentaire
- la multiplication de l'embouche, de maraichage et culture d'arachide

Analyse de financement et l'appui à l'insertion économique des jeunes ruraux.

- l'augmentation de la production
- le développement du commerce
- le développement de l'autonomisation des jeunes femmes

✚ Au niveau social :

- la formation des bénéficiaires dans plusieurs domaines
- la réduction de l'exode rural et de l'orpaillage clandestin
- la création de l'emploi durable
- le développement des villages
- l'amélioration des conditions de vie.

o) les types d'équipement utilisés :

Tableau 16 : répartition des répondants par types d'équipements

Les titres	Type d'équipement
Embouche bovine	Trois mangeoires, deux abreuvoirs, un râteau, une brouette, une bêche et les médicaments
Embouche ovine	Deux mangeoires, un abreuvoir, une brouette, un râteau et les médicaments
Embouche porcine	Une mangeoire, un abreuvoir, une brouette, un râteau, les médicaments et les produits de l'hygiène.
Culture d'arachide	Un semoir, une charrue, une daba, deux bœufs, les semences, les intrants agricoles. .
Culture maraichère	Une motopompe, une houe, une brouette, une bêche, les raccords d'arrosage et les intrants agricoles.

Source : L'enquête de terrain, 22/08/2019, cercle de Kolokani

p) Après l'intervention du FIER les principaux changements des bénéficiaires :

L'analyse de données collectées auprès des bénéficiaires nous montre que l'intervention du FIER a eu un impact très positif dans le changement de la situation de vie rurale. Ce changement s'explique par la création d'une source sûre de revenu qui permet de subvenir aux besoins essentiels du ménage (charges scolaires et sanitaires), , l'acquisition des bœufs de labour permettant de se dispenser du prêt de bœufs de labour qui occasionnait une charge de 100 000 FCFA par saison., la création de l'auto-emploi permettant de réduire le chômage et la pauvreté.

Analyse de financement et l'appui à l'insertion économique des jeunes ruraux.

Le projet a permis l'autonomie financière des femmes et surtout la cohésion sociale dans le village. Ainsi, les femmes contribuent aux charges sociales des ménages. L'acquisition d'une notoriété dans le village, le développement des compétences des jeunes en matière de l'agriculture et l'élevage, le taux de scolarité des enfants a augmenté dans les villages grâce à l'amélioration de revenu du ménage, l'amélioration des conditions de travail des jeunes ruraux. La ristourne gagnée leur a permis d'avoir des bétails pour l'agriculture et le développement du petit commerce. Les bénéficiaires ont eu une énorme variation de leur nourriture et l'accroissement des équipements de travail en matière de l'agriculture et l'élevage. La stabilisation des jeunes dans leur village afin de dynamiser le développement rural.

QUATRIEME PARTIE: CONCLUSION GENERALE.

I. CONCLUSION GENERALE:

Au terme de l'étude sur « l'analyse de financement et l'appui à l'insertion économique des jeunes ruraux », quelques points majeurs ont été identifiés pendant notre enquête.

Pour les Jeunes hommes et femmes bénéficiaires des appuis du projet, apprécier les changements en termes de : leur niveau de satisfaction par rapport à l'approche, aux services et appuis reçus ; le niveau de qualification et d'employabilité des jeunes bénéficiaires de la formation préprofessionnelle ; le taux de viabilité et de rentabilité économique des projets financés et clôturés en 2016 et 2017. Pour leurs ménages, ils ont évalué l'apport du projet en termes : d'augmentation/diversification de la production, d'accroissement/diversification du revenu du ménage, d'amélioration de la sécurité alimentaire, de renforcement de l'autonomisation des femmes, de développement du Capital social. Pour les SFD partenaires du projet, réévaluer : l'augmentation du volume de financement des initiatives économiques des jeunes hommes et femmes au niveau des SFD ; l'évolution du nombre de jeunes hommes et femmes dans le portefeuille des *SFD* partenaires. L'évolution du volume de l'épargne des jeunes hommes et femmes dans le portefeuille des *SFD* partenaires ; l'évolution du volume de crédits octroyés jeunes aux hommes et femmes dans le portefeuille des *SFD* partenaires ; le niveau de satisfaction des *SFD* par rapport à l'approche, aux services et appuis reçus.

Cependant FIER a ciblé prioritairement les populations vulnérables et fait le pari de l'équilibre du genre dans le choix des bénéficiaires et les résultats attendus. Ce ciblage et les efforts volontaristes qui l'ont soutenu se sont révélés payants en matière d'inclusion voire de renforcement du capital social et l'autonomisation des femmes ; la forte participation des acteurs territoriaux dans les différentes instances, la responsabilisation des jeunes dans les choix et la mobilisation d'espace de négociation entre acteurs a favorisé le fort ancrage du programme et la pertinence de la réponse aux contraintes. On pourrait citer notamment : l'adaptation de l'offre de services financiers des SFD et la diversité des dispositifs de formation ;

Les résultats de l'enquête quantitative auprès des jeunes bénéficiaires confirment cette perception. Les activités créées par les jeunes bénéficiaires ont dans la majorité des cas un taux de rentabilité supérieure à la cible de 18%, les SFD ont adapté leur offre de services financiers et amélioré l'inclusion financière, les faitières ont intégré la problématique de l'emploi et l'insertion des jeunes dans leurs stratégies, les localités de la zone d'intervention ont enregistré un retour de jeunes exilés et une réduction des départs, les entreprises des jeunes et des femmes

Analyse de financement et l'appui à l'insertion économique des jeunes ruraux.

bénéficient de plus de visibilité, les pré-adultes ont renforcé leur qualification et employabilité, les partenaires de mise en œuvre et les nouvelles entreprises des jeunes ont redynamisé le marché du travail au niveau local ; au-delà de sa pertinence et de l'efficacité des outils mobilisés dans sa mise œuvre

ANNEXES.

Annexe 1: questionnaire pour l'enquête de terrain

La commune de Guihoyo : Ouegnan, Tiambougou et Flabougou (22- 24/ 08/2019)

La commune de Tioribougou : Yeketere-Diallan (22- 24/ 08/2019)

QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE

GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES JEUNES

Région :

Cercle :

Commune :

Village :

Nom :

Prénom :

Sexe : Homme Femme

Age :

20-25 ans 25-30 ans 30-35 ans 35-40 ans

Nom du sous projet :

1. Pratiquez-vous une activité génératrice de revenu (AGR) ?

OUI NON

Quel type d'activité ?

Embouche ovine Maraichage Embouche bovine

Embouche porcine Culture d'arachide

2. Est-ce que vous aviez une activité principale ou secondaire ?
⇒ Activité principale :
⇒ Activité secondaire :
3. Avant FIER aviez-vous un accès au crédit des SFD ?
 OUI NON
4. Comment se passe-t-elle l'ouverture de votre compte avec les SFD ?
5. Quel est la condition de financement de votre activité ?
6. Êtes-vous satisfait aux procédures de financement du Projet FIER à travers les SFD ?
Si OUI :
Si NON :
7. Quelles sont les conditions de remboursement de votre emprunt ?
8. Rencontrez-vous des difficultés lors de remboursement ?
9. Combien de fois avez-bénéficié le financement du FIER ?
 Une fois Deux fois Plusieurs fois
10. Comment utilisez-vous les ressources que vous aviez gagnées?
11. Est-ce que l'appui à l'activité d'insertion économique a-t-elle augmentée votre production ou votre revenu ?
 Production Revenu Les deux Perte
12. Quelles sont les produits qui vous rapportent autant de bénéfices ?
13. Quelles sont les difficultés que vous avez eues pendant votre activité ?
14. Combien de personnes travaillent avec vous ?
 Une Deux Plusieurs
15. Quel a été l'impact du financement de FIER dans votre zone ?
16. Quel type d'équipements utilisez-vous ?
17. Après l'intervention du FIER expliquez les changements que vous aviez eus ?

Analyse de financement et l'appui à l'insertion économique des jeunes ruraux.

Les questions étaient pareilles pour les répondants sur les deux communes (Guihoyo et Tioribougou) que nous avons enquêtés.

➤ Dans le village d'Ouegnan :

Les nombres des bénéficiaires que nous avons enquêtés étaient 24 répondants, dont 19 femmes et 5 hommes.

➤ Dans le village de Tiambougou : Les nombres des bénéficiaires que nous avons enquêtés étaient 10 répondants, dont 4 femmes et 6 hommes.

Dans le village de Flabougou : Les nombres des bénéficiaires que nous avons enquêtés étaient 7 répondants, dont 3 femmes et 4 hommes.

Dans le village de Yeketere-Diallan : Les nombres des bénéficiaires que nous avons enquêtés étaient 13 répondants, dont 8 femmes et 5 hommes.

Annexe 2: Echantillonnage

Tableau 17 : Echantillonnage.

	Commune de Guihoyo / Commune Tioribougou	Village Ouegnan	Village Flabougou	Village Tiambougou	Village Yeketere-Diallan
Population	21531/ 12702	947	800	238	685
Nombre de ménage	2181/1390	155	114	30	102
Jeunes femme : 20 - +40 ans	360	92	80	70	54
Jeunes homme : 20 - +40 ans	240	49	50	45	74
Association paysannes	02	03	02	01	01
Association Jeunes	06	02	02	01	01
Association femmes	07	03	03	02	02
Échantillon: Total	$(360+240)*10/100 = 60$	14	13	11.5	12.8
Autorité	02 Chef de village	01 Chef de village	01 Chef de village	01 Chef de village	01 Chef de village

Analyse de financement et l'appui à l'insertion économique des jeunes ruraux.

La période des enquêtes qui devraient se dérouler impérativement la semaine du 22 à 24 Août.

Tableau 18 : La période des enquêtes

	Jeudi 22	Vendredi 23	Samedi 24
Villages	Ouegnan	Yeketere Diallan, Tiambougou	Flabougou
Horaire			
Groupe 1			
Groupe 2			
Groupe 3			
Groupe 4			

L'administration du questionnaire était individuelle, à raison de 5 minutes par personne. Ainsi le temps de l'enquête par village était 1H30. Chaque groupe était constitué des jeunes femmes et jeunes hommes.

✚ *Groupe 1 : 24 jeunes*

✚ *Groupe 2 : 13 jeunes*

✚ *Groupe 3 : 10 jeunes*

✚ *Groupe 4 : 7 jeunes*

Analyse de financement et l'appui à l'insertion économique des jeunes ruraux.

²Annexe 3 : entretien avec les jeunes.

Photo 1 : Entretien avec les jeunes.



² sources de l'image : ouegnan, flabougou, commune de guihojo

Analyse de financement et l'appui à l'insertion économique des jeunes ruraux.



Annexe 4 : l'équipe de l'enquête

Photo 2 : Présentation de l'équipe de l'enquête



BIBLIOGRAPHIE:

- ✚ Mali FIER-Manuel exécution technique- tome 1, 21 mai 2017
- ✚ Mali FIER-Manuel exécution technique- tome 2, 21 mai 2017
- ✚ Mali FIER-Manuel exécution technique- tome 3, 21 mai 2017
- ✚ Rapport Étude des effets du FIER, 04 juillet 2019
- ✚ FIER, Rapport d'évaluation à mi-parcours du Projet de formation professionnelle, insertion et appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux, Avril 2019.
- ✚ FIER, Rapport de la mission de collecte des données sur les 19 projets financés par FIER en 2016 en région de Koulikoro, mars 2019.
- ✚ FIER, Guide pour le financement des initiatives économiques des jeunes ruraux, plaquettes descriptives de projets AGR, MER, GIE-HIMO.
- ✚ Rapport de la problématique de financement des petites et moyennes entreprises par la microfinance.